

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 novembre 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif au contenu du plan communal de développement et à la présentation générale du dossier de base", a donné le 17 novembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 13 november 1995 door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "inzake de inhoud van het gemeentelijk ontwikkelingsplan en de algemene voorstelling van het basisdossier", heeft op 17 november 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"De manière à permettre aux communes de respecter le prescrit de l'article 35 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme qui leur impose d'adopter leur plan communal de développement dans l'année qui suit l'installation du conseil communal, (le projet d'arrêté précité doit, en effet, être adopté) sans retard par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale".

*

*

*

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de remplacer cet alinéa par le texte suivant :

"Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 36 et 38, modifiés par l'ordonnance du 23 novembre 1993;".

.../...

Alinéas 2, 3 et 4.

L'avis de la section de législation étant demandé, ces trois alinéas doivent être omis et remplacés par le suivant :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Dispositif.

Il y a lieu de rédiger le titre du chapitre premier comme suit :

"Chapitre premier. - Dispositions générales".

Article 2.

Les dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme qui organisent la procédure d'adoption du dossier de base précédant l'établissement du plan communal de développement ne prévoient pas une phase d'adoption "provisoire" de ce dossier.

En conséquence, à l'alinéa 1er, le mot "provisoire" doit être omis.

.../...

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, premier tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, quatrième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 3, sixième tiret, il y a lieu, dans un souci de concordance avec le texte français, d'écrire dans le texte néerlandais "het parkeren" non "het stilstaan".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, neuvième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 4.

La phrase introductive du paragraphe 2 serait mieux rédigée ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, quatrième et cinquième tirets, le texte doit préciser davantage, en utilisant la terminologie prévue par les législations auxquelles il est fait référence, les catégories de "zones protégées" et de "biens protégés" qui sont visées.

En outre, en ce qui concerne les biens visés au cinquième tiret, il y a sans doute lieu de mentionner aussi les biens qui ont été classés en application de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

Article 5.

A l'alinéa 1er du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "van de gemeenten" par les mots "van de gemeente" pour le mettre en concordance avec le texte français.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "noden" par le mot "behoefte". L'observation vaut pour tout le projet.

Au 3° de cet alinéa, on remplacera les mots "le social" par les mots "les besoins sociaux".

.../...

Le texte néerlandais du 6º et du 7º du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais des alinéas 3, 4 et 5 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

L'alinéa 2 est rédigé en des termes trop elliptiques.

En outre, le style du texte néerlandais laisse à désirer.

Article 7.

1. L'ordonnance précitée du 29 août 1991 prévoit des règles particulières pour les dispositions du plan communal de développement qui sont relatives à l'affectation du sol. Ainsi, notamment :

- a) selon l'article 37, ces dispositions peuvent déroger au plan régional de développement et au plan régional d'affectation du sol;

.../...

- b) il résulte de l'article 45 que la procédure de modification d'un plan communal de développement n'est pas la même selon que la modification envisagée concerne l'affectation du sol ou ne la concerne pas;
- c) selon l'article 46, le plan communal de développement n'a force obligatoire et valeur réglementaire que dans ses dispositions relatives à l'affectation du sol qui sont mentionnées dans le plan comme ayant cette force et cette valeur.

Compte tenu du régime particulier auquel sont soumises les dispositions relatives à l'affectation du sol, il convient de les faire apparaître plus distinctement dans la partie du plan à laquelle se rapporte l'article examiné.

2. Au paragraphe 2, 1^o, du texte néerlandais, il y a lieu de rédiger la phrase introductive ainsi qu'il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 2, 1^o, troisième tiret, est rédigé en des termes peu clairs et peu précis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 2, 1^o, quatrième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

5. Le texte néerlandais de la phrase introductive du paragraphe 2, 2°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au paragraphe 2, 2°, premier tiret, dans un souci de concordance avec le texte français, on remplacera les mots "parkeren en stilstaan" par les mots "parkeerruimte en parkeren".

7. Le texte néerlandais du paragraphe 2, 3°, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

La rédaction de cette disposition est particulièrement défectueuse. Elle doit être revue.

Article 9.

A l'alinéa 1er, la référence est inexacte. Il faut écrire : "... à l'article 5, alinéa 1er".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 est très mal rédigé. Il est suggéré de le rédiger ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Il est proposé d'écrire :

"Art 13. Le ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Signatures.

Mieux vaudrait, pour l'avenir, mentionner le titre des ministres signataires comme suit :

"Le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,"

et

"Le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport,".

.../...

Observations finales.

1. On écrira "Chapitre premier" en toutes lettres.

2. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", Art. 3.", etc., non "Article 2.", "Article 3.", etc.

3. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa, l'observation vaut, notamment, pour les articles 3, 4 et 7.

4. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

5. Il faut omettre la majuscule au mot "commune". Cette observation vaut pour l'alinéa 1er de l'article 5.

6. Le texte néerlandais du projet est très mal rédigé. A ce sujet et à titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans le présent avis. Le texte néerlandais devrait être complètement revu.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"De manière à permettre aux communes de respecter le prescrit de l'article 35 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme qui leur impose d'adopter leur plan communal de développement dans l'année qui suit l'installation du conseil communal, (le projet d'arrêté précité doit, en effet, être adopté) sans retard par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale".

*

* *

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Eerste lid.

Dit lid dient te worden vervangen door de volgende tekst :

"Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw,

.../...

inzonderheid op de artikelen 36 en 38, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;".

Tweede, derde en vierde lid.

Aangezien om het advies van de afdeling wetgeving wordt verzocht, moeten deze drie leden vervallen. In de plaats daarvan schrijven men :

"Gelet op het advies van de Raad van State;".

Bepalend gedeelte.

Het opschrift van hoofdstuk I dient als volgt te worden gesteld :

"Hoofdstuk I. - Algemene bepalingen".

Artikel 2.

De bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, die voorzien in de procedure van goedkeuring van het basisdossier die aan de vaststelling van het gemeentelijk ontwikkelingsplan voorafgaat, voorzien niet in een fase van "voorlopige" goedkeuring van dat dossier.

.../...

In het eerste lid moet bijgevolg het woord "voorlopige" vervallen.

In het tweede lid schrijve men "blijkt" in plaats van "vloeit voort".

In het derde lid schrijve men "... blijkt uit de geldende regeling".

Artikel 3.

In de inleidende zin van paragraaf 2 behoort het woord "hernemen", dat hier een gallicisme is, vervangen te worden door de woorden "nemen ... over". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In paragraaf 2, derde en zesde streepje, dient het woord "merkwaardig" vervangen te worden door het woord "bezienswaardig". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, achtste streepje.

In paragraaf 2, zevende streepje, schrijve men aan het slot : "inzonderheid die met betrekking tot ...".

In paragraaf 3, eerste streepje, schrijve men "gemeente" in plaats van "gemeenten".

In paragraaf 3, vierde streepje, schrijve men "de socio-culturele en schoolvoorzieningen" in plaats van "socio-culturele en schooluitrustingen".

.../...

In paragraaf 3, zesde streepje, dient ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst in de Nederlandse tekst te worden geschreven "het parkeren" en niet "het stilstaan".

Voorts schrijve men "het personenverkeer" in plaats van "de verplaatsingen". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, 5°.

In paragraaf 3, negende streepje, dient het woord "vastgoedpark" vervangen te worden door het woord "onroerend patrimonium".

Artikel 4.

In paragraaf 2 zou de inleidende zin beter als volgt worden gesteld : "Deze kaarten nemen ten minste de volgende gegevens op :".

In paragraaf 2, vierde en vijfde streepje, moet met gebruikmaking van de terminologie van de wetgeving waarnaar wordt verwezen, in de tekst duidelijker gemaakt worden op welke "beschermd gebieden" en "goederen die beschermd zijn" wordt gedoeld.

Wat de onder het vijfde streepje bedoelde goederen betreft, dienen ongetwijfeld ook de goederen te worden vermeld die zijn beschermd met toepassing van de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van de monumenten en landschappen.

.../...

Artikel 5.

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst dienen in het eerste lid van de Nederlandse tekst de woorden "van de gemeenten" vervangen te worden door de woorden "van de gemeente".

Het woord "noden" zou bovendien vervangen moeten worden door het woord "behoeften". Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

In de bepaling onder 3° van dat lid dienen in de Franse tekst de woorden "le social" vervangen te worden door de woorden "les besoins sociaux".

In de bepaling onder 6° en 7° van hetzelfde lid dienen de woorden "onroerend erfgoed" vervangen te worden door de woorden "onroerend patrimonium".

In het derde lid schrijve men aan het slot : "inzonderheid uitgaande van de feitelijke toestand en de rechtstoestand".

In het vierde lid dienen de woorden "de eerste alinea" vervangen te worden door de woorden "het eerste lid".

In het vijfde lid schrijve men "die welke" en niet "deze die".

.../...

Artikel 6.

Het tweede lid is te elliptisch gesteld.

Overigens laat de stijl van geheel het artikel te wensen over.

Artikel 7.

1. De voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991 voorziet in bijzondere regels voor de bepalingen van het gemeentelijk ontwikkelingsplan die betrekking hebben op de bodembestemming. Ten aanzien ervan geldt onder meer het volgende :

- a) volgens artikel 37 mogen die bepalingen afwijken van het gewestelijk ontwikkelingsplan en van het gewestelijk bestemmingsplan;
- b) uit artikel 45 blijkt dat de procedure voor de wijziging van een gemeentelijk ontwikkelingsplan niet dezelfde is naar gelang de voorgenomen wijziging al dan niet de bodembestemming betreft;
- c) volgens artikel 46 heeft het gemeentelijk ontwikkelingsplan alleen bindende kracht en verordenende waarde inzake de bepalingen die betrekking hebben op de bodembestemming en die in het plan als zodanig vermeld staan.

.../...

Gelet op de bijzondere regeling die geldt voor de bepalingen omtrent de bodembestemming, dienen zij in het gedeelte van het plan waarop het onderzochte artikel betrekking heeft, duidelijker tot uiting te komen.

2. In paragraaf 2, 1°, schrijve men aan het slot van de inleidende zin : "... met toepassing van artikel 5; daartoe wordt in dat gedeelte onder meer het volgende vermeld :".

3. Paragraaf 2, 1°, derde streepje, is onduidelijk en onnauwkeurig gesteld.

4. In paragraaf 2, 1°, vierde streepje, dient het woord "desgevallend" vervangen te worden door de woorden "in voorkomend geval".

5. In paragraaf 2, 2°, schrijve men in de inleidende zin : "inzake personenverkeer verwijst het naar de doelstellingen bepaald met toepassing van artikel 5, meer bepaald".

6. Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst dienen in paragraaf 2, 2°, eerste streepje, de woorden "parkeren en stilstaan" vervangen te worden door de woorden "parkeerruimte en parkeren".

.../...

7. Het zou beter zijn de bepaling onder 3° van paragraaf 2, als volgt te stellen :

"3° het bevat een verslag over het verband tussen het plan en de geldende gewest- en gemeentepannen waarin, in voorkomend geval, de bepalingen van het plan worden vermeld die afwijken van de gewestelijke plannen en de bijzondere bestemmingsplannen, welke moeten worden opgeheven als zij in strijd zijn met het plan".

Artikel 8.

De redactie van deze bepaling is bijzonder slecht; zij moet worden herzien.

Artikel 9.

In het eerste lid is de verwijzing onjuist. Men schrijve : "... in artikel 5, eerste lid".

Het tweede lid is bijzonder slecht gesteld. Voorgesteld wordt te schrijven :

"Het verslag onderstreept de hoofdelementen van die doelstellingen en prioriteiten uit het oogpunt van de bestaande feitelijke toestand en rechtstoestand omschreven overeenkomstig artikel 8, meer bepaald de moeilijkheden die deze toestand veroorzaakt alsmede de behoeften waaraan moet

.../...

worden voldaan. Het verslag analyseert er de dwingende eisen, de gebreken, de mogelijkheden en de sterke punten van".

Artikel 11.

In paragraaf 1, derde streepje, schrijf men "gebieden" in plaats van "perimeters".

In paragraaf 2 zou het beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren : "Er wordt een nota bijgevoegd met uitleg over:".

In de bepaling onder het derde streepje van paragraaf 2 dient, ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, tussen het woord "iedere" en het woord "bepaling" het woord "voorgestelde" te worden ingevoegd.

Het eerste lid van paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"Het bevat een verslag over het verband tussen het basisdossier en de geldende plannen".

Artikel 13.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 13. De minister bevoegd voor ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit";

.../...

Ondertekeningsformulieren.

In de toekomst zou het beter zijn de titel van de ondertekenende ministers als volgt te vermelden :

"De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Minister van Plaatselijke Besturen, Tewerkstelling, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,"

en

"De Minister van Ruimtelijke ordening, Openbare Werken en Vervoer,".

Slotopmerkingen.

1. Men schrijve in de Franse tekst "Chapitre premier" voluit.

2. Met uitzondering van artikel 1 moeten de bepalingen van het ontwerp als volgt worden genummerd : "Art. 2", "Art. 3", enz., en niet "Artikel 2", "Artikel 3", enz.

3. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als elk ervan slechts één lid bevat; de opmerking geldt onder meer voor de artikelen 3, 4 en 7.

.../...

4. Een zin moet worden ingedeeld in 1°, 2°, 3°, enz., die op hun beurt kunnen worden onderverdeeld in a), b), c), enz.

5. In de Franse tekst dient het woord "commune" met een kleine letter te worden geschreven. Deze opmerking geldt voor artikel 5, eerste lid.

6. De Nederlandse tekst van het ontwerp is uiterst slecht gesteld. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan. De Nederlandse tekst zou volledig herschreven moeten worden.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.